

Visa CF N° 557

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'Arrêté n°2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km² ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2014-000176/MME/SG/DGMG du 04 juillet 2014, portant premier renouvellement du permis de recherche «NOUMOUSSO» ;
- VU la lettre n°17-00384/MMC/SG/DGCM du 11 août 2017 portant invite à payer des droits fixés à cinq millions (5 000 000) francs CFA ;

VU la quittance n°0313215 du 24 août 2017 de paiement effectif des droits fixes de renouvellement ;

VU la demande de La société **CAPFORE** enregistrée le 27 avril 2017.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est renouvelé dans les conditions du présent arrêté, le permis **CAPFORE** dénommé «**NOUMOUSO**», situé dans la province de la Comoé pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de 54 km². Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	353 000 /	1 192 400 /
B	359 695 /	1 192 400 /
C	359 695 /	1 186 908 /
D	357 553 /	1 186 908 /
E	357 553 /	1 183 005 /
F	355 899 /	1 183 005 /
G	355 899 /	1 180 624 /
H	354 841 /	1 180 624 /
I	354 841 /	1 178 230 /
J	354 088 /	1 178 230 /
K	354 088 /	1 189 400 /
L	353 000 /	1 189 400 /
Ellipsoïde : Clarke 1880 Datum : Adindan, Zone 30 Nord		

ARTICLE 3 : La validité du permis va du 27/07/2017 au 27/07/2020. Il ne peut plus être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **CAPFORE** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5 : Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **CAPFORE** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **CAPFORE** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8: Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

ARTICLE 9 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 23 OCT 2017



Ampliations:

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMG
- 4- DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région des CASCADES
- 3-CAPFORE
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

